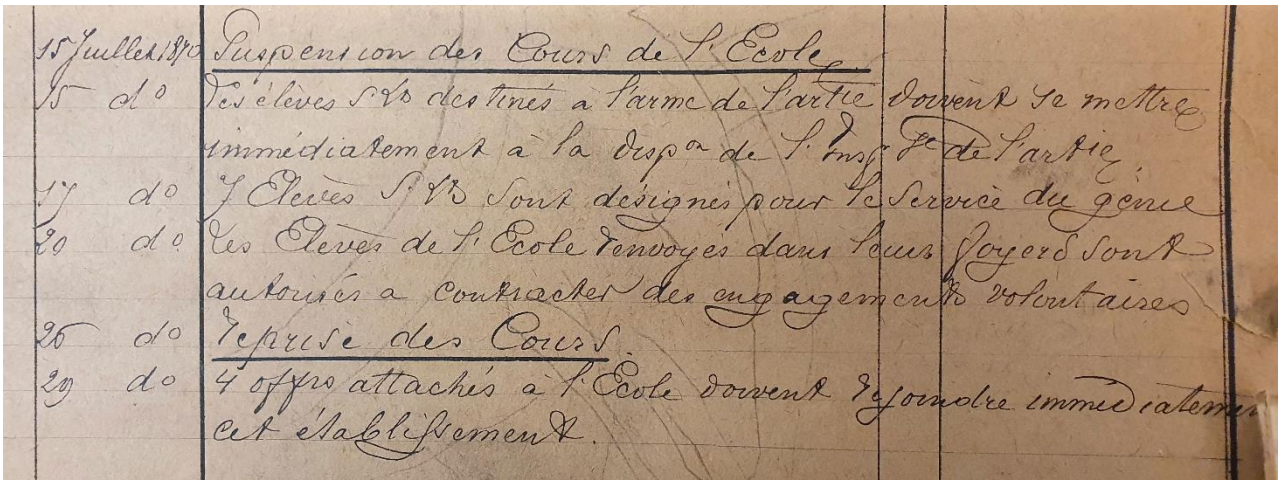
**


15 Juillet 1870 Suspension des Cours de l'Ecole
15 d° Les élèves S/Lts destinés à l'arme de l'artie doivent se mettre immédiatement à la disp^on de l'insp^r de l'artie.
17 d° 7 Elèves S/Lts sont désignés pour le Service du génie
20 d° Les Elèves de l'Ecole renvoyés dans leurs foyers sont autorisés à contracter des engagements volontaires
25 d° Reprise des Cours
29 d° 4 offrs attachés à l'Ecole doivent rejoindre immédiatement cet établissement.

Cel Historisch Erfgoed van de KMS - Nieuws
Cellule Héritage historique de l'ERM - Nouvelles

Tijdens hun verblijf aan de Naamse Poort vanaf 1834, daarna in de Ter Kamerenabdij vanaf 1874 en aan de Renaissancelaan vanaf 1909 bouwen de leerlingen, professoren en kaderleden van de KMS een bijzonder rijk historisch en cultureel erfgoed op. De vrijwilligers van de Cel Historisch Erfgoed van de KMS – Cellule Héritage historique de l'ERM (CHE-CHH) beheren en registreren de verschillende collecties waaruit dit erfgoed bestaat. Zij bestuderen en zoeken historische verbanden tussen vele tienduizenden documenten en voorwerpen.

Zij zorgen ervoor dat de collecties systematisch aangevuld worden met nieuwe erfgoedstukken afkomstig van de promoties en departementen en behandelen ook schenkingen door oud-leerlingen en hun familie.

Mensuellement, la CHH fait le point des travaux accomplis durant le mois qui vient de s'écouler. Elle souhaite partager avec vous ses découvertes les plus intéressantes – et parfois insolites…

** De aanwijzer van de archieven bewaard in het Koninklijk Museum van het Leger en de Krijgsgeschiedenis biedt een extreem korte samenvatting van de mobilisatie van de leerlingen van de Militaire School tijdens de Frans-Duitse oorlog van 1870-1871. Een iets uitgebreidere synthese bevindt zich verder in deze nieuwsbrief.

- ## L'École Militaire et la guerre franco-allemande de 1870-1871…

Contexte

La guerre franco-allemande de 1870-1871 oppose, du 19 juillet 1870 au 10 mai 1871, la France à une coalition d'États allemands dirigée par la Prusse. Le traité de paix entraîne l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace et d'une grande partie de la Lorraine, que la France ne récupérera qu'en 1918 à l'issue de la Première Guerre mondiale. La France doit également accepter l'occupation d'un bon tiers de son territoire jusqu'en 1873 et le paiement d'une indemnité de 5 milliards de francs-or. La Belgique reste neutre dans ce conflit. Les belligérants ne violeront pas ce statut, garanti par le Royaume-Uni.

Le 15 juillet 1870, les forces belges sont mises sur pied de guerre. Plusieurs classes de milice sont rappelées sous les armes. Les quatre divisions territoriales sont temporairement supprimées et les forces armées sont réorganisées en deux parties: l'Armée d'Observation et l'Armée d'Anvers, qui seront dissoutes à la fin du mois de septembre.

L'Armée d'Observation, chargée de résister à une éventuelle incursion et forte de 54.000 hommes, comprend deux Corps d'Armée. L'Armée d'Anvers, forte de 28.000 hommes, dont le chef d'état-major est le Colonel Henri Alexis Brialmont (5 AG), comprend la garnison d'Anvers, la place de Diest, la citadelle de Liège, le fort de la Chartreuse (Liège), la citadelle de Namur, la place de Dendermonde et la citadelle de Gand.

Les mesures initiales prises à l'égard de l'École Militaire

Le 15 juillet 1870, les effectifs des élèves à l'École Militaire sont comme suit:

- *En première année d'études*
  - *35 AG[2], incorporée le 3 novembre 1869, 32 élèves dont 3 anciens militaires.*
  - *21 IC, incorporée le 1 avril 1870, 18 élèves dont 11 anciens militaires.*
- *En deuxième année d'études*
  - *34 AG, 34 élèves dont 5 anciens militaires. Ils sont censés subir les examens de passage à l'Ecole d'Application au mois de novembre 1870.*
  - *20 IC, 19 élèves dont 7 anciens militaires.*
- *En troisième année d'études (ou première année d'Application) depuis le 1 mars 1870*
  - *33 AG, 36 élèves, nommés sous-lieutenants élèves le 11 novembre 1869. Parmi ceux-ci, Gérard Georges Leman, futur Lieutenant-Général et commandant de l'École Militaire.*
- *En quatrième année d'études (ou deuxième année d'Application) depuis le 1 mars 1870.*
  - *32 AG, 22 élèves, dont 17 provisoirement désignés pour l'Artillerie et 5 pour le Génie.*

Remarques:

1. *A cette époque, les élèves qui étaient civils avant l'entrée (appelés élèves "civils") ne signent un engagement militaire qu'au début de la deuxième année d'études.*
2. *L'Ecole d'Application est à l'époque le domaine réservé aux promotions AG en troisième et quatrième années d'études, les études Infanterie et Cavalerie n'ayant qu'une durée de deux ans.*
3. *Pour les promotions AG, le choix de l'Arme s'opère à l'issue de la troisième année d'études. En quatrième année d'études, on distingue au sein de chaque promotion une "section d'Artillerie" et une "section du Génie", composées des élèves provisoirement désignés pour ces Armes. La promotion se scinde en sections de temps à autre pour suivre certains cours spécialisés liés à l'Arme.*

[2] AG = Artillerie et Génie; IC = Infanterie et Cavalerie

34e Promotion (1868-1873). (Photo du Musée royal de l'Armée).

La 34 AG

Le 15 juillet 1870, les cours à l'École Militaire sont suspendus. Le même jour, le ministre de la Guerre, le Lieutenant-Général Henri Guillaume[3], en fonction depuis le 2 juillet seulement, confirme les propositions du Colonel Jean-Baptiste Liagre (1 AG), commandant de l'École:

- *Les officiers d'Infanterie et de Cavalerie du corps enseignant et du cadre de l'École Militaire rejoindront immédiatement le corps auxquel ils appartiennent ; les officiers de l'Artillerie et du Génie seront mis à la disposition des inspecteurs généraux de leur Arme.*
- *Les dix-sept sous-lieutenants de la section d'Artillerie de la 32 AG serviront dans l'artillerie de siège, leurs cinq camarades du Génie serviront au Génie.*
- *Les trente-six sous-lieutenants élèves de la 33 AG et les trente-quatre élèves de la 34 AG – ces derniers en qualité d'aspirants avec le solde de sous-officier – seront mis à la disposition du commandant de l'Armée d'Anvers.*

Lieutenant-Général Henri Guillaume

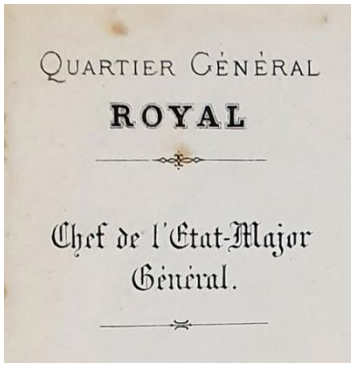
[3] Henri Guillaume n'est pas issu de l'École Militaire. Capitaine d'Infanterie, il est détaché à l'École Militaire du 27 novembre 1843 au 10 avril 1846 comme "adjoint à la Section d'Infanterie et de Cavalerie".

- *Trois élèves de la 35 AG, militaires avant l'entrée, rejoigneront leur corps et y seront employés comme sous-officiers. Les vingt-neuf autres élèves de cette promotion seront temporairement renvoyés dans leur foyer.*
- *Les onze élèves de la 21 IC, ainsi que les sept élèves de la 20 IC qui sont anciens militaires, rejoindront leur corps d'origine et y seront employés comme sous-officiers. Les douze autres élèves de la 20 IC seront employés comme sous-officiers au Régiment des Carabiniers. Les sept élèves "civils" de la 21 IC seront temporairement renvoyés dans leur foyer.*
- *Les élèves employés à un service actif continueront à porter l'uniforme de l'Ecole.*
- *Le Colonel Liagre lui-même sera attaché à l'état-major général de l'armée.*

Jean-Baptiste Liagre en tant que Général-Major

Le 16 juillet, l'Inspecteur général des Fortifications et du Corps du Génie demande au ministre de faire désigner, parmi les sous-lieutenants élèves de la 33 AG (qui, étant élèves de troisième année, ne sont pas encore désignés pour une Arme), mis à la disposition du commandant supérieur d'Anvers, six élèves qui serviront au Régiment du Génie et un élève qui sera adjoint au commandant du Génie de l'Enceinte d'Anvers. Cette demande est approuvée par le ministre.

Le 17 juillet, le quartier général royal (le Roi Léopold étant commandant en chef de l'armée) est établi dans les bâtiments de l'École Militaire à la rue de Namur.



En-tête du quartier général royal

Synthèse des évènements dans le Nord de la France et des réactions de la Belgique

Le déploiement initial des unités belges montre une concentration de l'Armée d'Observation dans le nord-est du pays, le quartier général du I^{ier} Corps se trouvant à Tienen et celui du IIème Corps à Bruxelles. Etonnamment, il n'y a pas de présence militaire au sud de la ligne Sambre-Meuse[4].

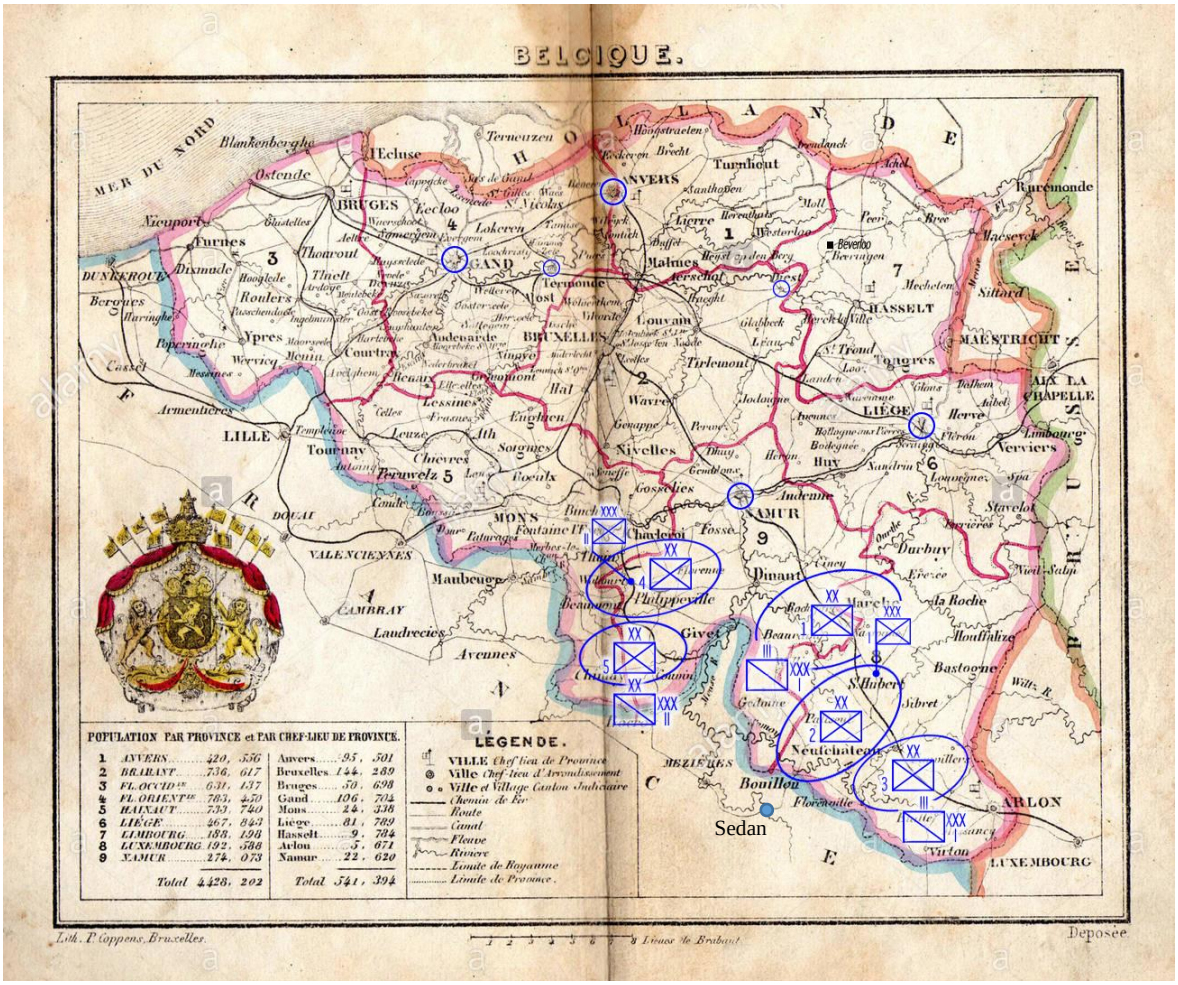
Le 9 août, la situation des armées des belligérants permettant de se rendre compe que la frontière sud est la plus menacée, l'Armée d'Observation reçoit l'ordre de prendre une position d'attente face au sud-est. Les mouvements sont opérés par chemin de fer pour les troupes à pied et par étapes pour les troupes montées. L'armée s'installe en cantonnements larges avec logement et nourriture chez l'habitant. Il n'y a toujours pas de présence au Luxembourg.

Le 25 août, les évènements militaires ayant amené les armées française et allemande à proximité de la frontière sud, une Division d'Infanterie est désignée pour observer la frontière dans le Luxembourg.

Dans les derniers jours du mois d'août, la Belgique acquièrt la certitude qu'une armée française est en marche de Châlons vers la frontière. L'Armée d'Observation, à l'exception du IIème Corps, est déployée dans la province de Luxembourg pour occuper une position de rassemblement à l'arrière de la Semois, des avant-postes mixtes étant poussés jusque sur la rivière. Les opérations des

[4] L'attitude extrêmement prudente du Général Pierre Chazal, commandant l'Armée d'Observation, par opposition au volontarisme du ministre de la Guerre Guillaume et du Roi Léopold II, est bien documentée. Chazal avait été ministre de la Guerre en 1847-1850 et de nouveau en 1859-1866.

belligérants se rapprochant de plus en plus de la frontière, l'Armée d'Observation se concentre davantage et renforce le dispositif de surveillance de la frontière.



Déploiement des forces belges à la suite de la décision de fin août 1870.

Les 1 et 2 septembre se livre, à Sedan, à quelques kilomètres de la frontière, le choc décisif entre les IIIème et IVème armées allemandes et l'armée française commandée par le Général de Mac Mahon. Cette dernière capitule et l'empereur Napoléon III est fait prisonnier. 5.000 soldats français sont internés en Belgique au cours de la bataille de Sedan. Plusieurs milliers d'autres soldats français traversent le territoire belge par Sugny (à l'ouest de Bouillon) pour regagner Mézières, sans être importunés par les avant-postes de la 2ème Division d'Infanterie.

Après la capitulation de Sedan, les armées prussiennes et leurs alliés déferlent sur le Nord de la France et se déploient afin de mettre le siège devant Paris. Le 19 septembre, la ville est encerclée et le siège débute.

Le gouvernement de la défense nationale français, constitué le 4 septembre, décide de continuer la guerre. Léon Gambetta, nommé ministre de l'Intérieur et de la Guerre, quitte Paris assiégé en ballon et rejoint la délégation gouvernementale à Tours d'où il organise la constitution des Armée du Nord, Armée de la Loire et Armée de l'Est.

Le 4 septembre, le I^{ier} Corps belge s'étend quelque peu vers l'ouest pour suivre les mouvements des belligérants, tout en restant près de la frontière.

Enfin, vers le 10 septembre, le danger d'une violation du territoire paraissant écarté, les troupes belges sont dirigées vers leurs garnisons, sauf la 2ème Division d'Infanterie qui, par mesure de sécurité, est maintenue dans le Luxembourg.

Le 20 septembre, les armées d'Observation et d'Anvers sont dissoutes, mais certaines mesures de sécurité restent en vigueur. La 1ère Division occupe la zone frontalière entre Comines et Tournai et y reste jusqu'à la cessation des hostilités en France. La constatation que les belligérants continuent à respecter la neutralité de la Bélgique joue sans doute un rôle dans la dissolution des deux armées, bien que les combats continuent en France, même dans le Nord. Le 19 janvier, par exemple, la bataille de Saint-Quentin se termine par une victoire prussienne qui met fin aux espoirs français de briser le siège de Paris.

Le 26 septembre 1870, le ministre de la Guerre décide que les cours à l'École Militaire reprendront le 1 octobre, sous le commandement du Colonel Liagre. Les engagements volontaires contractés le 20 juillet par les élèves "civils" de 1ère année d'études, sont résiliés (voir ci-après). Il demande aux commandants des Divisions d'Infanterie que les élèves, ainsi que les officiers du corps enseignant et du cadre, puissent rejoindre l'École le 1 octobre.

Le 27 septembre, le Colonel Liagre demande au ministre de pouvoir disposer immédiatement de quelques officiers responsables du service intérieur, afin de remettre en ordre les locaux occupés par l'état-major général de l'armée pendant la crise.

En l'absence de victoires décisives dans le Nord et l'Est de la France, la Bourgogne ou sur la Loire, un armistice est signé le 26 janvier 1871, suivi de la signature de conventions militaires le 28 janvier suivant. Cet armistice et ces conventions militaires ne concernent toutefois pas les opérations militaires dans l'Est de la France car les négociations sur le futur tracé de la frontière franco-allemande n'ont pas encore abouti. L'armistice général intervient le 15 février 1871. Le traité de paix, signé le 10 mai 1871 à Francfort-sur-le-Main, consacre définitivement la victoire allemande.

L'armée belge est remise sur pied de paix le 5 mars 1871.

La suspension des cours pendant deux mois et demi n'a pas d'influence sur les études des élèves: les 32 AG, 33 AG, 34 AG, 35 AG, 20 IC et 21 IC passent à l'année supérieure ou terminent leurs études comme prévu et les nouvelles promotions sont accueillies à la même période qu'avant la crise.

Aperçu des petits et grands problèmes rencontrés par les élèves

Au cours de la crise, les autorités militaires se voient confrontées à une multitude de problèmes et de demandes. Quelques exemples…

Le 16 juillet au soir, le Général-Major Séraphin Thiebauld, commandant la 1ère Brigade de la 4ème Division d'Infanterie déployée à Beverloo (et ministre de la Guerre de 1873 à 1878), prie le ministre de lui confier son fils Réginald, élève de deuxième année de la 34 AG destiné au commandant supérieur d'Anvers, et qui est en mauvaise santé. Le ministre approuve… A noter que celui-ci a tendance à approuver ce genre de requêtes pendant toute la campagne.

Le 17 juillet, un groupe d'élèves "civils" de première année, rendus temporairement à leur famille, sollicitent la faveur de pouvoir contracter un engagement volontaire, tout en conservant le droit de rentrer à l'École en qualité d'élèves lorsque l'armée sera remise sur pied de paix. Ces demandes étant appuyées par le commandant de l'École Militaire, le Colonel Liagre, le ministre de la Guerre autorise, le 20 juillet 1870, les commandants de régiment à admettre, pour servir en qualité de caporaux ou de brigadiers, tous les élèves "civils" des 35 AG et 21 IC qui y sont autorisés par leurs parents.

Le 20 juillet, la douairière Eugénie, mère d'Auguste van den Hove d'Ertsenryck, comme élève "civil" de seconde année de la 20 IC désigné pour le Régiment des Carabiniers, demande au ministre que son fils puisse passer à la Cavalerie et affirme qu'elle est prête à faire toutes les dépenses nécessaires à l'équiper. Elle ajoute une attestation dans laquelle le Colonel Liagre affirme qu'Auguste van den Hove est bon cavalier et que "par sa fortune comme par ses qualités physiques, il peut aspirer à devenir officier de cavalerie"[5]. Le ministre l'autorise à

[5] A l'époque, la carrière d'officier est réservée aux gens venus de milieux aisés. En effet, alors qu'en 1870 le salaire d'un maçon s'élève à 2,50 francs par jour, les parents d'un élève admis à l'École Militaire paient, à l'entrée, la somme de 658,40 francs pour le trousseau et les fournitures de bureau, plus 800 francs de pension par an. Plus tard, au régiment, il sont censés payer leur part des dépenses parfois exorbitantes du mess des officiers, surtout dans la Cavalerie.

passer au 2ème Régiment de Chasseurs à Cheval. Auguste van den Hove d'Ertsenryck terminera ses études le 17 avril 1871 et passera à la Cavalerie.

Le 18 juillet, le Lieutenant-Général Auguste Goethals, commandant la 4ème Division d'Infanterie, informe le ministre qu'il autorisera, sauf contre-ordre, les élèves de l'École Militaire qui viennent d'arriver au Régiment des Carabiniers pour faire le service en qualité de sous-officiers, à porter les galons de leur grade, étant donné que l'uniforme de l'École Militaire ne comprend aucun signe distinctif. Le 23 juillet, le ministre confirme que les élèves doivent porter les insignes dont ils exercent les fonctions. A ce moment-là, les élèves de l'Ecole Militaire portent encore la tenue de service modèle 1855, y compris la buffleterie blanche.

Elève de l'École Militaire en tenue de service modèle 1855.

Emile Devos (20 IC) écrit au Roi le 21 septembre 1870 afin que celui-ci considère sa situation particulière. En effet, ancien sergent au 1ier Régiment de Ligne, il est retourné dans cette unité. Or il s'avère qu'un autre sous-officier du Régiment, sorti avec lui de l'Ecole des Enfants de Troupe en 1864, mais avec moins ancienneté en tant que sous-officier, vient d'être promu au grade de sous-lieutenant, alors que lui-même est resté dans son grade de sergent. Une lettre semblable est adressée au Roi par Pierre Coppens (21 IC), ancien sergent au 2ème Régiment de Chasseurs à Pied. Selon les habitudes, le cabinet du Roi transmet ces lettres au ministre de la Guerre. Ce dernier signale au Colonel Liagre, commandant l'École Militaire, que la promotion au grade de sous-lieutenant des élèves de l'École est subordonnée aux conditions de la loi du 18 mars 1838 [c.-à-d. promotion au grade de sous-lieutenant à l'issue des examens de deuxième année] et que le gouvernement ne peut tenir compte de l'ancienneté relative des sous-officiers présents dans les corps et ceux "qui sont entrés à l'École Militaire pour arriver plus sûrement et plus profitablement à l'épaulette".

- ## L'histoire du Pampou…

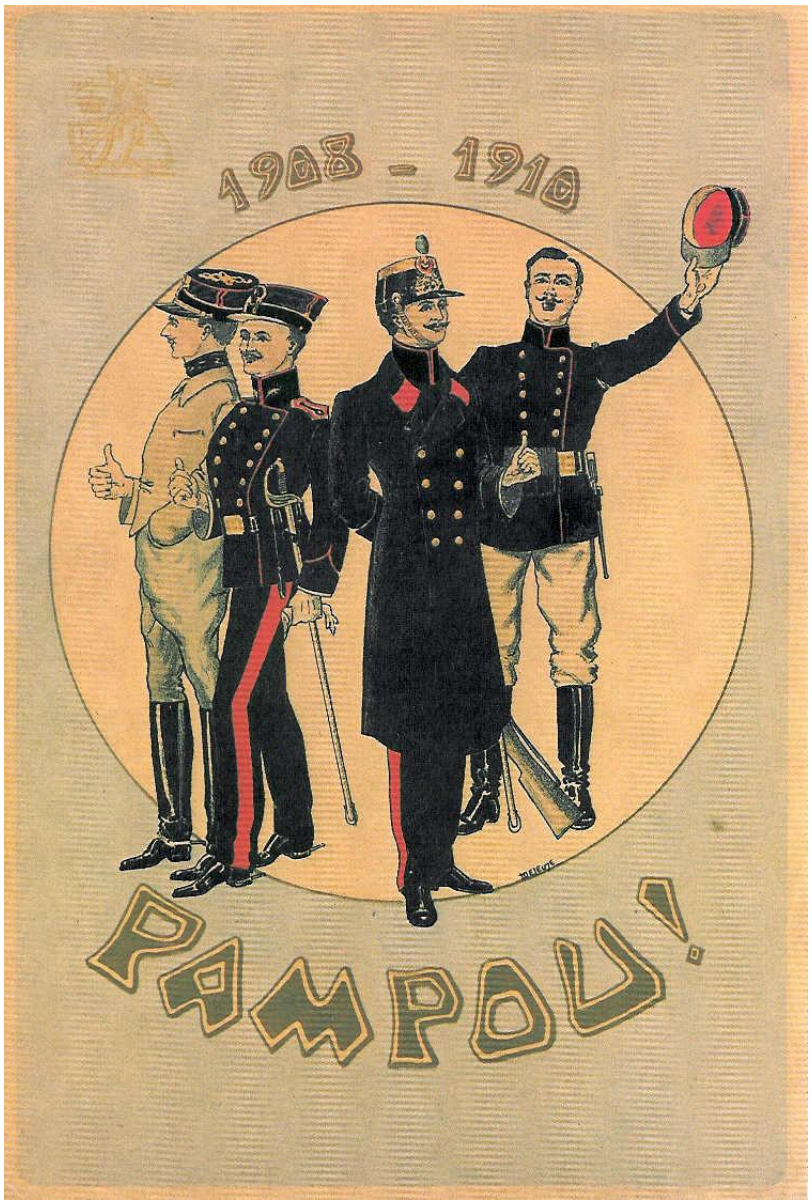
A l'École Militaire, "Pampou" - l'étymologie du mot n'est pas documentée - est le cri qui annonce la fin d'un supplice, ou l'espoir en ce sens. L'état d'esprit "Pampou" est aussi exprimé par un geste – le pouce levé - et par une chanson. Dans l'histoire de l'École, un périodique appelé "Pampou" apparaît à plusieurs reprises. Nous nous limiterons ici au geste Pampou.

Dans le recueil "Contes de la Boîte" (1902) de la main de Paul André (57 AG, 1891-1896), nous lisons:

> *On faisait "pampou", c'est-à-dire qu'on saluait la clôture heureuse et joyeusement accueillie d'une chose qui n'avait pas été divertissante. Tout adieu se célèbre à La Cambre par ce cri de Pampou, souligné d'un geste du poing droit qui s'abat, le pouce raide dressé en l'air.*

D'innombrables dessins et photos, de la période de La Cambre et à la Nouvelle École Militaire à la Renaissance, montrent à quel point le geste "Pampou", "*le poing fermé, le pouce levé verticalement et de haut en bas*" fait partie des traditions de l'École.

Dessin "Le Pampou" de la main de Georges Goethals (72 AG, 1906-1911).



Dessin ornant le menu du banquet de promotion de la 59 IC, qui se déroule le 17 décembre 1910 à l'occasion du départ de l'École à l'issue de la 2ème année d'études. Le même dessin est utilisé pour le menu du banquet Pampou de la 74 AG, trois jours plus tard, pour marquer la fin de la 2ème année et le passage à l'Ecole d'Application.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le geste Pampou tombe en désuétude, peut-être à cause de la généralisation du geste du pouce levé sous l'influence américaine.

- ## Het begin van het informatietijdperk in de KMS…

Het zal de lezer waarschijnlijk verbazen, maar het informaticatijdperk in de KMS begon in oktober 1973, in de schoot van de 127ste Polytechnische Promotie, en de grote bezieler was professor Guy Van den Bergen.

Guy Van den Bergen wordt geboren te Brussel op 18 mei 1912. Tijdens het laatste studiejaar is hij grand caque van zijn promotie, de 91ste Promotie Artillerie en Genie, en bijgevolg, zoals de traditie toen al vereist, drager van het vaandel van de Militaire School tijdens wapenschouwingen. Hij is het die op vrijdag 5 juli 1935, tijdens het banket georganiseerd naar aanleiding van het eeuwfeest van de Militaire School, een toespraak houdt voor de verzamelde leerlingen en nationale en internationale gasten.

Op 1 februari 1938 wordt hij, na een wedstrijd zoals gebruikelijk in die tijd, aangeduid als repetitor waarschijnlijkheidsrekenen, astronomie, geodesie en wiskundige analyse.

Bij de heropening van de School na de oorlog keert hij terug als militair docent mechanica. In 1954 wordt hij burgerlijk docent en op 1 april 1958 professor in de Leerstoel Rationele Mechanica. Hij wordt tot het emeritaat toegelaten in 1978.

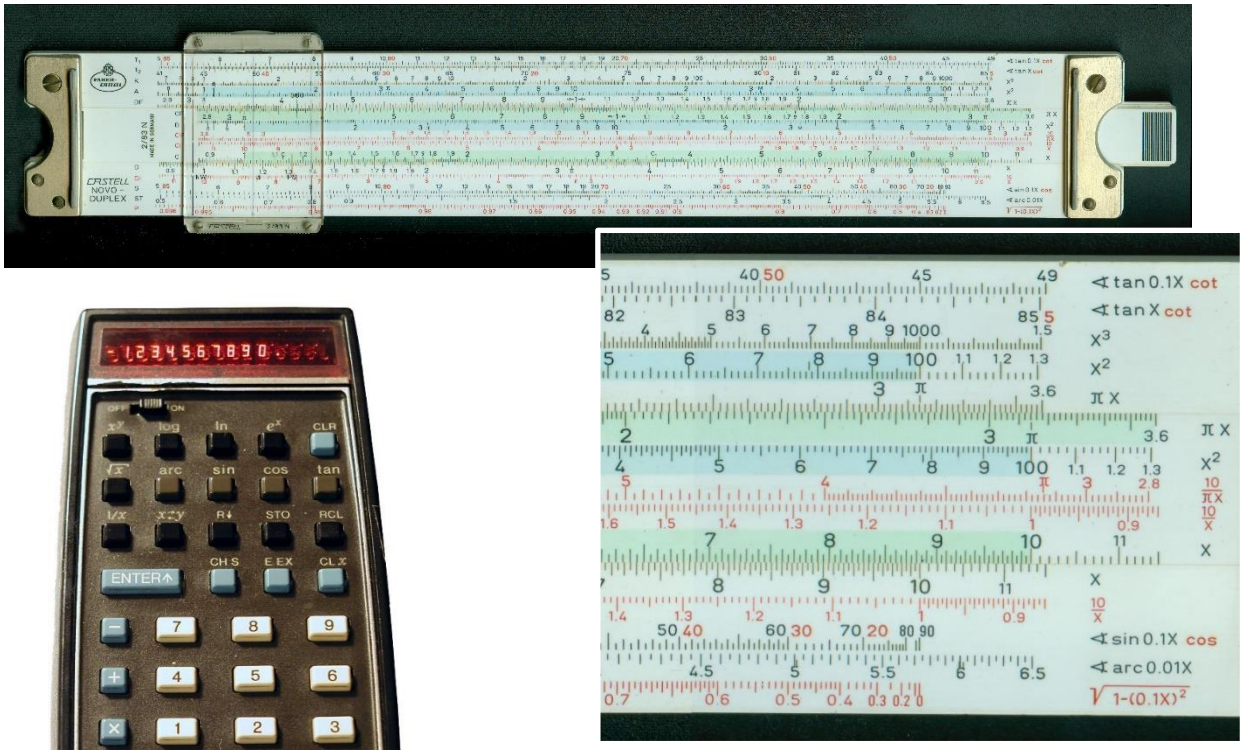
Professor Guy Van den Bergen op 23 december 1977, bij het afscheid van 127 Pol en 113 TAW.

Deze zeer sympathieke professor, die luistert naar de bijnamen "VéDéBé" of "Maffieu" (de fonetische schrijfwijze van de manier waarop de professor, die een beetje lispelt, "Monsieur" uitspreekt), is buiten de leszalen ook steeds te vinden in de studiezalen tijdens de praktische werken. Vergezeld door zijn onafscheidelijke sigaret (in die tijd wordt roken in de studie- en slaapzalen als normaal beschouwd), helpt hij de leerlingen op een vriendelijke manier bij het oplossen van vraagstukken. Ondertussen verzamelt hij bics. Telkens hij een losse bic ziet liggen op een lessenaar, vraagt hij pro forma "Aan wie is die bic? Aan niemand? Aan mij !" (Nederlands is niet de sterkste kant van de professor) en voegt de bic toe aan de indrukwekkende verzameling die reeds in zijn borstzak zit…

Ergens in oktober 1973 vergezelt professor Van den Bergen zijn repetitor, Kapitein D, naar de praktische werken rationele mechanica in de studiezaal van 127 Pol, net begonnen aan het tweede studiejaar, op de eerste verdieping van de westelijke vleugel van blok D. De professor, een groot liefhebber van elektronische gadgets, brengt zijn nieuwste speeltje mee: een zakrekenmachine Hewlett Packard HP-35, allereerste in haar soort en een ware revolutionaire vernieuwing. De professor demonstreert de machine voor de gretig toekijkende leerlingen, die hun rekenlineaal Faber Castell Novo-Duplex 2/83N meteen als prehistorisch beschouwen.

Het volgende gesprek ontspint zich:

- *Kapitein D terzijde tegen de leerlingen: "Si je peux vous donner un bon conseil, achetez la bonne vieille règle à calcul à maman!"*
- *Professor tegen de leerlingen en de repetitor : "Si je peux vous donner un bon conseil, profitez de votre état de célibataire et achetez la HP-35, n'est-ce pas, Jean-Claude?"*
- *Repetitor tegen de professor: "Mais oui (bis), naturellement, Monsieur le Professeur, c'est ce que j'étais en train de leur dire!".*



Rekenlineaal Faber Castell Novo-Duplex 2/83N, ongeveer 35 cm lang.

Een zakrekenaar Hewlett-Packard HP-35

Het lijkt moeilijk te geloven in 2022, maar in die tijd voeren technici en ingenieurs complexe berekeningen uit met behulp van een rekenlineaal. De lineaal bestaat uit een tweedelig lichaam met een lat die in de opening tussen de twee delen verschoven kan worden, en een verplaatsbare loper (cursor). De berekeningen worden uitgevoerd door de schaalverdelingen op de lat en het lichaam op elkaar af te lijnen en het resultaat af te lezen ter hoogte van de loper.

Na deze overtuigende demonstratie van professor Van den Bergen gaan de leerlingen van 127 Pol over tot een collectieve aankoop van HP-35's. De kostprijs is voor die tijd astronomisch hoog: 16.000 frank[6].

De volgende promoties volgen dezelfde weg, met nieuwe, programmeerbare rekentoestellen. Het informaticatijdperk is geboren…

[6] Het equivalent van 2.100 EUR vandaag. In die tijd bedraagt de bruto maandwedde van een tweedejaarsleerling ongeveer 15.500 frank.